

Farhad Khosrokhavar Sans réel soutien, la révolte en Iran s'essouffle

Entre des Etats arabes qui ménagent Téhéran par crainte d'une contagion de la révolte et un Occident qui mise sur des sanctions financières et politiques, le mouvement de contestation iranien, faute de soutien important, s'affaiblit, regrette le sociologue

Le mouvement, porté par les femmes iraniennes, qui a débuté à la mi-septembre après la mort de Mahsa Amini, est en crise. Les protestations dans les grandes villes ont été plus ou moins matées. Celles qui subsistent se tiennent le plus souvent la nuit, sur les toits, quelquefois dans la rue, avec une dizaine ou une centaine de jeunes. Seules les deux régions ethniques, le Kurdistan (à l'ouest) et le Baloutchistan (au sud-est), continuent d'entretenir la contestation, mais elles sont de plus en plus marginalisées et ne trouvent pas d'écho dans le reste de l'Iran.

Depuis quelques semaines, sous le poids de la répression (plus de 500 morts, quelque 20 000 arrestations), ce mouvement pour la démocratie marque le pas. Sitôt que des leaders locaux apparaissent, ils sont arrêtés ou mis à mort. Le blocage, par le gouvernement, de l'accès à Internet accentue la

difficulté de se mobiliser pour la population épuisée par la brutalité de la répression et par le manque de perspective. La stratégie du régime consiste à décapiter une génération pour garantir une paix relative, plutôt que de parer aux problèmes sociaux et répondre aux demandes d'ouverture politique.

La société s'appauvrit

Dès le début, le mouvement a été fragile, en raison d'un manque de leadership et d'un défaut d'organisation (la répression les rendait impossibles). Pourtant, il a ébranlé le régime des mollahs et montré son illégitimité pendant plusieurs semaines de résistance héroïque, avant d'être mis à mal. Une génération d'activistes (surtout les jeunes et très jeunes) a été, sinon décapitée, réduite au silence par une répression aveugle, quasiment à la syrienne.

Quant à la génération des parents et des grands-parents, échaudée par la répression des

précédentes révoltes (2009, 2015, 2016-2018) et craignant de perdre ses moyens de subsistance, elle n'a pas osé se lancer dans la rue. Les jeunes ont dû agir seuls. Leur révolte n'a pas été suffisante pour mettre à genoux le régime surarmé des ayatollahs. Les seules institutions efficaces dans ce régime thanatocratique sont celles de la répression physique et de l'embastillement.

La société iranienne ne cédera pas pour autant à un régime honni dont les manifestants réclament le renversement en entonnant : « *A bas la dictature !* »

La jeunesse révoltée se trouve neutralisée dans sa frange activiste par l'emprisonnement, l'exil ou la mise à mort. La société s'appauvrit au fil des jours (depuis quatre mois, le dollar a été surévalué de presque 50 %, et le taux d'inflation a augmenté en conséquence). Désormais, les classes moyennes rejoignent les pauvres et souffrent des pénuries et de la croissance des prix.

A l'extérieur du pays, dans une diaspora de plus de 3 millions d'Iraniens en Occident, la vieille opposition entre les royalistes et les républicains, la gauche et la droite empêche la constitution d'un front uni, même si le fils du chah, Reza Pahlavi, a eu un certain succès, tardif, pour rassembler une partie de l'opposition. Le régime théocratique a, lui, préservé son unité, en particulier au niveau des organes de répression. Et continue à exécuter et à torturer pour réduire au silence le mouvement de protestation.

Sanctions symboliques

Les sanctions européennes sont d'abord symboliques : les interdictions de séjour ne touchent guère les caciques du régime, qui se savent en rupture avec l'Occident. Quant aux Américains, ils oscillent entre leur désir de conclure le traité de non-prolifération nucléaire avec l'Iran et celui d'aider le mouvement de révolte démocratique à qui ils n'ont pas su fournir en temps opportun les moyens de communication par Internet. Cependant, ils ont tenté de réduire la vente du pétrole iranien (que la Chine continue d'acheter à prix réduit), tout en surveillant l'Irak, qui pourvoyait l'Iran en devises.

Mais leur stratégie a rapidement rencontré ses limites. En effet, le gouvernement iranien sait contourner les interdits par des transactions sur le marché noir (les marchands turcs achètent le pétrole iranien avec des

rabais importants, de même que des complices dans les Emirats et la Russie...) et trouve assez de devises pour financer sa survie. Et celle des forces de répression qui quadrillent la société civile. On a pu voir également comment les drones iraniens dont se servent les Russes en Ukraine avaient de nombreux composants américains ou européens.

L'Iran est affaibli dans son alliance avec l'« arc chiite » (la Syrie, le Hezbollah libanais et l'Irak), mais celle-ci perdure et demeure redoutable dans son pouvoir de nuisance, même sans fournir d'aide financière.

De leur côté, bien qu'ils le haïssent et le craignent, les régimes autocratiques arabes ménagent Téhéran. Surtout, ils redoutent une contagion du mouvement démocratique qui, si elle se produisait, mettrait en péril leur hégémonie patriarcale sur les femmes. A une région déstabilisée par le renversement du gouvernement iranien, ils préfèrent sa mise au pas financière et politique. L'Occident, sur ce point, semble les suivre, au grand dam de la rébellion démocratique qui, faute d'aide importante, bat de l'aile. ■

Farhad Khosrokhavar est sociologue et directeur d'études émérite à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)